

(N° 37)

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 11 DÉCEMBRE 1924.

Projet de loi de défense sociale à l'égard des anormaux, des délinquants d'habitude et de l'adolescence coupable ⁽¹⁾.

CHAPITRES I, II, III ET IV DU PROJET DE LOI ⁽²⁾.

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA COMMISSION SPÉCIALE ⁽³⁾, PAR M. VANDERVELDE.

MESSIEURS,

Le projet de loi qui vous est soumis est le complément des réformes pénitentiaires auxquelles, à plusieurs reprises, le Parlement a donné son approbation.

Bien que votre Commission de la Justice, saisie par vous de la question, conjointement avec la Section centrale, ait désigné deux rapporteurs, l'un pour les chapitres I, II, III et IV, l'autre pour les chapitres V, VI, VII et VIII du projet, les diverses dispositions de celui-ci s'inspirent de la même pensée de défense sociale.

On propose, en effet, d'armer davantage la société contre les récidivistes et les délinquants d'habitude; on remplace, à leur égard, la mise sous la surveil-

(1) Projet de loi, n° 131 (1922-1923).

(2) Composition de la *Commission spéciale* :

a) Les membres de la *Commission permanente de la Justice et de la Législation civile et criminelle* : MM. BRUNET, président, BAELS, BUYSSE, CARTON DE WIART, COLLEAUX, DE BUE, DEJARDIN, FLAGEY, HALLET, JENNISSIN, MEYSMANS, NEVEN, PONCELÉT, SINZOT, SOUDAN et VAN DIEVOET.

b) *Six membres nommés par les Sections* : MM. SOUDAN, DE WOUTERS D'OPLINTER, VAN DIEVOET, VANDERVELDE, CLAES et RUBBENS.

(3) Le rapport sur les autres dispositions du projet de loi a été présenté par M. Carton de Wiart. (*Doc. parl.*, n° 38.)

lance de la police par un régime plus sévère : la mise à la disposition du Gouvernement, avec faculté d'internement, pour un terme de 5 à 20 ans, dans des établissements spéciaux.

Votre Commission a été unanime à penser que de telles mesures se justifient ; elle estime, d'autre part, qu'elles doivent être constituées par un effort énergique pour diminuer le nombre des récidivistes, en organisant des prisons-écoles et en créant un régime spécial pour les délinquants anormaux.

M. Carton de Wiart a fait rapport sur les chapitres du projet relatifs aux récidivistes et aux prisons-écoles. Le présent rapport ne parle que des anormaux.

§ 1. — La question de principe.

Sauf pour ce qui concerne les sourds-muets, le Code Pénal de 1867 ne contient aucune disposition spéciale relative aux délinquants anormaux.

Il est fondé tout entier sur la distinction rigide entre l'*irresponsabilité*, lorsque l'accusé ou le prévenu était en état de démence au moment du fait, et la *responsabilité* dans les autres cas.

Ce système est d'application relativement facile dans les cas extrêmes : les fous sont renvoyés des poursuites, sauf au parquet à prendre des mesures pour assurer leur collocation ; les délinquants que l'on considère comme normaux, comme sains d'esprit, se voient infliger les peines prévues par le Code.

Mais les difficultés commencent lorsqu'il s'agit des cas intermédiaires, lorsque les juges se trouvent en présence de ces détraqués, de ces déséquilibrés, de ces demi-fous, dont une expertise médicale constate, selon la lettre du Code, la responsabilité, mais la responsabilité partielle, la responsabilité atténuée.

On savait, depuis longtemps, que les délinquants de cette catégorie étaient fort nombreux.

Mais la création, en 1907, par M. Renkin, d'un laboratoire d'anthropologie criminelle à la prison de Forest, a permis, pour la première fois, de substituer, en cette matière, à des appréciations vagues, une documentation solide et précise.

Dans une étude récente, le savant directeur de ce laboratoire, M. le docteur Vervaeck, a résumé en ces termes les observations qu'il y a faites, pendant dix-sept années consécutives :

» La population des prisons n'est pas homogène. A côté des criminels d'origine sociale ou morale que l'on doit considérer comme normaux, il est de nombreux criminels dont la nature morbide ne peut être contestée, la majorité est formée par un groupe intermédiaire : ce sont les délinquants chez qui, sous l'influence prédisposante de tares héréditaires ou acquises, s'exalte l'action criminologique des facteurs moraux ou sociaux.

» Il est donc une criminalité pathologique, une criminalité d'ordre moral, et, entre les deux types extrêmes, une foule d'états d'association complexes, où ces deux facteurs de délit sont représentés dans des proportions très différentes.

» Nous ne savons si quelqu'un a pu dire ou écrire que tous les criminels étaient des malades, — boutade de journaliste — à moins d'entendre par là aussi les malades moraux, qui relèvent du médecin de l'âme et de la conscience.

» Qui ne voit en tous cas, combien il est illogique, anti-scientifique, inutile au point de vue de leur amendement et de leur reclassement, comme au point de vue de la répression et de l'intimidation, de traiter en prison tous ces délinquants, si différents, d'une manière uniforme? Viendrait-il, à la pensée d'un médecin d'hôpital ou de clinique, de soigner tous ces malades par un traitement identique?

» Quelle est la répartition numérique de ces trois groupes de délinquants dans nos prisons?

» A côté des grands anormaux et malades mentaux qui se trouvent dans les prisons de Belgique et qu'une estimation très modérée permet d'évaluer à 15 ou 20 %, il est un pourcentage de 40 à 50 % d'inférieurs intellectuels, d'irréguliers ou anormaux, d'intoxiqués chroniques et de tarés médicaux, tuberculeux, syphilitiques, névrosés, paludéens, etc...

» Quant aux normaux, ou du moins à ceux que l'on croit tels, leur proportion ne dépasse certes pas le tiers de la population pénitentiaire; ils sont très amendables et faciles à reclasser. »

Nous n'avons pas à nous occuper ici des détenus normaux et des mesures qui pourraient être prises pour les amender, par l'instruction et l'enseignement professionnel, pour diminuer leur nombre par la suppression des courtes peines ou pour faciliter leur reclassement par une organisation plus moderne du patronage des libérés.

Ne retenons pour le moment des observations du Dr Vervaeck que ce qui concerne les délinquants anormaux.

De ses constatations il résulte deux faits dont la gravité ne saurait échapper à personne :

1° Malgré les mises hors poursuites des aliénés proprement dits, il reste dans nos prisons une proportion assez forte d'anormaux profonds, de demi-fous, qu'il serait particulièrement dangereux, sans doute, de laisser courir, mais qu'il est inhumain de traiter comme des délinquants ordinaires. Dès à présent, d'ailleurs, on a pris à leur égard des mesures d'ordre administratif : il y a des annexes psychiatriques dans les prisons principales; on a créé, à Merxplas, des prisons spéciales pour épileptiques ou débiles mentaux. Mais l'action curative que l'on y exerce se trouve interrompue à l'expiration de la peine. Le vote du projet de loi actuel permettrait de prolonger l'internement dans l'intérêt à la fois du malade et de la défense sociale;

2° Les deux tiers, environ, des détenus actuels peuvent être considérés, à des degrés divers, comme des anormaux constitutionnels ou acquis, débiles d'esprits, malades ou intoxiqués. Les uns ont été dépistés au cours de leur détention. D'autres ont fait l'objet, avant leur condamnation, d'un examen mental concluant à leur responsabilité partielle ou, plus exactement, atténuée.

Or, c'est à l'égard de cette catégorie surtout qu'éclate l'insuffisance flagrante du Code pénal actuel.

Que peuvent faire, en effet, les magistrats lorsqu'ils se trouvent en présence d'anormaux, de déséquilibrés, de débiles mentaux qui ont commis un délit ou un crime ?

Il ne saurait être question de les renvoyer des poursuites, parce que ce ne sont pas des déments, au sens propre du terme.

D'autre part, il y a, en quelque sorte, une impossibilité morale à les punir aussi sévèrement que des individus considérés comme normaux et pleinement responsables de leurs actes.

Dans ces conditions, il ne reste au tribunal, d'autre issue que d'accorder le bénéfice des circonstances atténuantes à ceux dont les médecins constatent que leur responsabilité est atténuée. Il condamne donc, mais il condamne à des peines plus courtes.

Or, c'est en cela, précisément, que gît le vice fondamental de la législation actuelle.

Ces anormaux, ces déficients, ces déséquilibrés, auxquels par pitié, on inflige des peines de durée moindre, se trouvent être, pour la plupart, infiniment plus à craindre, au point vue social, que des délinquants occasionnels.

A raison même de leur débilité, de leur déséquilibre mental, ils sont plus disposés au crime, plus incapables de résister à leurs impulsions morbides ou aux influences mauvaises de leur milieu, plus enclins, par conséquent, à récidiver. Ce sont eux, en somme, qui forment le gros de l'armée du crime, la masse de recrutement des récidivistes.

Aussi apparaît-il comme désirable, d'une part, de les traiter moins rigoureusement que des délinquants normaux, parce que ce sont des malheureux ; mais, d'autre part, de les garder assez longtemps pour opérer leur redressement moral ou du moins les empêcher de nuire, parce qu'ils constituent un danger social. On leur inflige, aujourd'hui, des peines trop courtes et trop dures. On devrait, au contraire, les soumettre à un régime d'internement plus humain et plus prolongé.

C'est à quoi tend le projet du Gouvernement.

§ 2. — Les principales dispositions du projet.

Il ne faut pas se dissimuler que le projet, dit « de défense sociale », apporte au régime actuel des modifications profondes.

Ce que le Gouvernement propose, en somme, c'est de faire sortir de la sphère du droit pénal, en les internant dans les établissements spéciaux, où ils recevraient les soins voulus, non seulement les déments proprement dits, mais les insuffisants mentaux et les déséquilibrés.

L'Exposé des motifs est, à cet égard, très explicite :

« Dans toute l'économie du projet — dit-il — les anormaux sont traités, non en délinquants, mais en malades ; c'est ce que fait la loi de 1912 à l'égard des enfants. L'internement n'est pas une peine, mais, tout à la fois, une mesure de défense sociale et d'humanité ; l'anormal mis hors d'état de nuire est soumis à un régime curatif scientifiquement organisé. »

Or, si l'on admet les évaluations du docteur Vervaeck, sauf à ne pas tenir compte des tarés médicaux qui ne sont pas des déséquilibrés ou des déficients

mentaux, il n'est pas douteux, qu'un assez grand nombre de délinquants, environ 20 à 25 % des condamnés actuels, cesseraient de relever du Code pénal, pour être soumis, par une décision de Justice, à un internement plus ou moins prolongé.

Votre Commission ne s'est décidée à admettre pareil système qu'après l'examen le plus attentif des objections ou des demandes d'explications que le projet gouvernemental ne pouvait manquer de faire naître. La plupart de ces questions ou de ces objections sont venues d'ailleurs de certains de ses membres qui ont fini par donner leur adhésion au projet.

1. — *Que faut-il entendre par anormaux?*

Une première question, d'importance capitale, se pose : que faut-il entendre par *anormaux*?

Le Gouvernement déclare, dans son Exposé des motifs, d'afin d'éviter toute discussion, il précise dans ses textes, ce qu'il entend par anormaux : « ce sont — dit-il — les *déments*, les *insuffisants mentaux* et les *déséquilibrés* ».

Certains membres de la Commission de la Justice se sont demandé si ces précisions étaient suffisantes; s'il n'était pas dangereux de s'en tenir à des formules générales, alors qu'il s'agit de deux choses également graves : exonérer de toute peine des catégories importantes de délinquants, mais en revanche, les astreindre à un internement beaucoup plus prolongé peut-être, que la peine qu'ils eussent eu à subir.

Après mûr examen, néanmoins, on s'est trouvé généralement d'accord pour admettre que si les précisions du texte gouvernemental étaient nécessaires, elles étaient suffisantes.

Ainsi que le fait observer justement M. le Docteur Vervaeck, il serait périlleux de vouloir limiter, par une formule précise, et immuable, d'interprétation rigide, les nombreux états de déséquilibration ou d'insuffisance intellectuelles que connaît aujourd'hui la Psychiatrie. Leur liste n'est ni complète, ni définitive; d'ailleurs pour les médecins, il n'y a que des malades et non des maladies. Chacun d'entr'eux constitue une entité morbide individuelle, qu'il faut envisager d'une manière différente, au point de vue du diagnostic et de traitement.

C'est au juge qu'il appartiendra, après expertise médicale, de décider si les délinquants doivent être considérés comme normaux et condamnés aux peines ordinaires; ou si, à raison de leur anormalité, il y a lieu de les interner, pour être soumis à un régime thérapeutique, dans des établissements spéciaux. On procède déjà ainsi, dans les cas de démence. Pourquoi ne procéderait-on pas de même dans les cas de déficience ou de déséquilibre mental?

Pour ceux qui se placent avant tout au point de vue répressif, pareil système offrira assurément des garanties suffisantes : on ne saurait prétendre sérieusement que la perspective de subir, même sous un régime plus doux, un internement de plus longue durée, soit moins intimidante que la peine courte et dure des prisons ordinaires.

D'autre part, en ce qui concerne la liberté individuelle, les garanties peuvent

et doivent être aussi grandes pour les déficients et les déséquilibrés que pour les aliénés proprement dits. C'est à quoi pourvoient les dispositions des articles 11 et suivants du projet.

2. — *Comment doivent être composées les Commissions instituées auprès des annexes psychiatriques des centres pénitentiaires?*

L'internement ordonné, pour cinq, dix ou quinze ans, la mission du juge est provisoirement terminée; c'est à la Commission prévue au chapitre III du projet de loi, qu'il appartient de déterminer l'établissement où l'internement aura lieu, de changer l'interné d'établissement, et, s'il y échet, d'ordonner son élargissement.

Il va sans dire que cette Commission constitue la clef de voûte du système proposé par le Gouvernement.

C'est d'elle, en effet, que dépendra, dans une très large mesure, le sort ultérieur des délinquants anormaux, mis à sa disposition par le juge.

Elle aura le pouvoir de choisir l'établissement où ils seront enfermés, de les transférer dans d'autres établissements, à régime plus doux ou plus sévère, de les mettre à tout moment en liberté, leur amélioration, même leur guérison, étant acquise, et le danger qu'ils présentaient au point de vue social étant écarté.

Aussi ne saurait-on prendre assez de précautions pour que cette commission soit composée de telle sorte qu'elle offre le maximum de garanties, tant au point de vue de la défense sociale que de la liberté individuelle.

Lorsqu'on se reporte aux travaux préparatoires, on constate que cette question a été, plus que toute autre, longuement discutée et minutieusement examinée.

Le Conseil consultatif du Département de la Justice, qui prépare le projet de loi, avec la collaboration de M. Holvoet, alors Procureur du Roi, à Bruxelles, se prononça, dès l'abord, pour une commission de trois membres : un magistrat président, un membre du Comité provincial, délégué par la Députation permanente de la province et un médecin de l'annexe psychiatrique, délégué par le Ministre de la Justice.

L'avant projet fut renvoyé, pour examen complémentaire, au Conseil supérieur des prisons, où siégèrent à titre temporaire. M. le Procureur général Servais et M. le Directeur général Dullaert.

Dans cette assemblée, un courant très fort se manifesta pour substituer au délégué de la Députation permanente, le Directeur de la prison vers laquelle « l'anormal » serait dirigé.

Ce fut sur l'insistance très vive de M. le Procureur général que le système proposé par la Commission consultative du département finit par être adopté.

Il fit valoir que le Conseil provincial délégué pouvait être un médecin, un juriste, un homme d'œuvres; qu'il convenait d'ailleurs de faire siéger dans la commission un représentant de l'autorité provinciale, que la loi actuelle sur le régime des aliénés charge de veiller au pécule des malades internés; qu'il fallait, surtout, faire entendre, dans la Commission, la voix du peuple, en y faisant

entrer un homme qui, appelé au Conseil provincial par les électeurs, pourrait être considéré comme un délégué de l'opinion publique.

Malgré la force de ces arguments, votre Commission avait, d'abord, jugé préférable d'adjoindre au magistrat président et au médecin de l'annexe psychiatrique, le directeur de l'établissement où l'anormal serait interné.

Mais, après un nouvel examen elle a été unanime à reconnaître que l'application de ce système se heurterait à des difficultés pratiques à peu près insurmontables.

D'autre part elle estime que le choix de la Députation permanente ne doit pas être limité aux seuls conseillers provinciaux. Elle doit être libre de déléguer à la Commission, soit un directeur d'asile, soit un directeur de prison, soit toute autre personne qui lui paraîtra spécialement qualifiée. C'est dans ce sens qu'elle propose d'amender le projet du Gouvernement.

3. — *Les établissements où les délinquants anormaux seront internés, devront-ils faire partie du cadre pénitentiaire?*

Le projet du Gouvernement ne tranche pas, ou ne tranche pas explicitement la question si les établissements où les délinquants anormaux seront internés feront partie du cadre pénitentiaire?

Certes, l'Exposé des motifs dit que les anormaux dont l'internement sera ordonné ne doivent pas être *traités* comme des délinquants; ils doivent être *soignés* comme des malades. Mais ils n'en sont pas moins dirigés sur l'annexe psychiatrique d'un centre pénitentiaire et rien, dans le texte du projet, ne fait obstacle à ce que la Commission prévue par le chapitre III décide de l'interner dans une annexe psychiatrique ou dans un quartier séparé d'un établissement pénitentiaire.

Nombre de partisans du projet, et notamment M. le Dr Vervaeck, estiment, d'ailleurs, qu'il serait préférable que tous les établissements où des déments, des déséquilibrés, des déficients mentaux seraient internés par décision de justice soient maintenus ou placés dans le cadre pénitentiaire ou que, tout au moins, leur garde et leur libération soient soumises au contrôle de celui-ci (cf. VERVAECK, rapport présenté au Congrès de médecine légale : *Le traitement de tous les délinquants dans le cadre pénitentiaire*. Paris, mai 1924).

Ils obéissent, en défendant cette opinion, à un double souci : tout d'abord, celui d'utiliser, dans les conditions précaires des Budgets d'après-guerre, l'ensemble des établissements pénitentiaires existants après avoir transformés ceux-ci dans un sens médico-psychiatrique; ensuite, celui de maintenir à la base du régime pénal, même quand il s'agit des criminels morbides, les principes de répression et d'intimidation, étant entendu toutefois que leur application s'inspirerait de conceptions essentiellement thérapeutiques et prophylactiques.

Sans méconnaître l'importance de ces arguments, votre Commission ne juge pas nécessaire d'apporter sur ce point de modification au projet gouvernemental.

Dans le système de celui-ci, rien n'empêche d'utiliser pour l'internement des anormaux une partie des prisons actuelles, ou d'y affecter d'autres locaux, dépendant aujourd'hui des colonies de bienfaisance. Votre Commission a même

pu s'assurer par une visite sur place que, par suite de la décroissance de la population, depuis la guerre, à Merxplas et dans les prisons, la réforme pénitentiaire pourra être réalisée sans devoir faire de constructions nouvelles.

D'autre part, il ne paraît pas indispensable ou même utile d'insérer dans la loi une disposition décidant, d'une manière absolue, que les établissements où l'on internera les délinquants anormaux seront ou ne seront pas dans le cadre pénitentiaire.

Mieux vaudra, au contraire, procéder expérimentalement. Au début de l'application du régime nouveau, certaines catégories de délinquants pourront être internés dans des quartiers spéciaux d'établissements pénitentiaires; d'autres pourront être envoyés dans des colonies ou des asiles dépendant d'une autre direction générale.

Le jour où l'expérience aurait démontré, d'une manière décisive, que mieux vaudrait grouper toutes les institutions de ce genre soit dans le cadre pénitentiaire, soit en dehors de celui-ci, il n'y aurait aucun obstacle légal à réaliser cette réforme par voie administrative. Dans son rapport au Congrès de médecine légale, M. le Dr Vervaeck admet lui-même que l'on pourrait substituer au terme d'« institution pénitentiaire », qui a ses préférences, celui d'« institution de défense sociale » et il envisage deux hypothèses pour réaliser la réforme : 1° créer à côté des prisons, mais soumises à une même direction administrative, des institutions de défense sociale : asiles, colonies de travail, sanatoriums destinés aux délinquants irresponsables; 2° réserver les prisons aux condamnés valides et normaux : colonies, établissements de sûreté, quartier de traitement, etc.; 3° maintenir des irresponsables dans un asile criminel. Les trois organismes étant réunis sous une même direction administrative, prendraient le nom d'« Institutions de défense sociale ».

4. — *Les juridictions d'instruction doivent-elles avoir le droit d'interner les inculpés en état de démence, d'insuffisance ou de déséquilibre mental ?*

Il nous reste à rencontrer une dernière objection, la plus importante peut-être qui ait été faite au projet.

Aux termes de celui-ci, le juge pourra et, dans certains cas, devra ordonner l'internement des délinquants anormaux, pour un terme de cinq, de dix ou de quinze ans, même lorsqu'ils auront commis des infractions relativement peu graves. Ce n'est pas la sentence indéterminée; mais pratiquement, il n'y a guère de différence puisque, à l'expiration de ce terme, l'internement pourra être prolongé, sur avis de la Commission spéciale, par une nouvelle décision judiciaire. En fait, donc, la durée de l'internement n'est pas fixée, *a priori*, par la sentence. Elle dépend dans les limites fixées par le juge, du Collège de trois personnes institué par le chapitre III du projet.

Du point de la liberté individuelle, pareil système existe et fonctionne, avec les garanties nécessaires pour des catégories de plus en plus nombreuses d'individus.

Il y a d'abord le cas des déments qui peuvent être colloqués sur réquisitoire d'un officier du ministère public.

Mais il y a, surtout, le cas des vagabonds et des mineurs de moins de seize ans.

Depuis la loi du 27 novembre 1891, le vagabondage a cessé d'être un délit. Les mendiants, les vagabonds, les souteneurs de filles publiques sont mis à la disposition du Gouvernement pour un terme de un à sept ans. On les interne dans un dépôt de mendicité ou une maison de refuge. Le Ministre de la Justice les fait mettre en liberté dès qu'il juge inutile de prolonger l'internement jusqu'au terme fixé par le tribunal.

De même la loi de 1912 sur la Protection de l'Enfance exonère de toute peine les mineurs de moins de 16 ans qui commettent une infraction. Le juge des enfants peut les mettre à la disposition du Gouvernement jusqu'à leur majorité ou dans certain cas, jusqu'à 25 ans. Lorsqu'ils sont internés dans un établissement d'éducation, c'est le juge des enfants qui décide de leur élargissement ou de leur transfert dans une autre institution.

Or, si l'on admet ce régime pour les mineurs et pour les vieillards des maisons de refuge, nous ne voyons aucun motif pour ne pas l'admettre, lorsqu'il s'agit d'anormaux, de déséquilibrés, de déficients mentaux, qui ont commis une infraction plus ou moins grave, qui constituent un danger pour eux-mêmes et pour les autres, qui sont par le fait même de leur constitution mentale, des candidats à la récidive, des prédestinés à commettre de nouveaux délits ou de nouveaux crimes; on ne leur infligera aucune peine; on leur donnera, au contraire, tous les soins que leur état réclame; mais on les mettra hors d'état de nuire, aussi longtemps que leur intérêt et l'intérêt social l'exigeront.

Votre Commission admet donc le principe de l'article 6 du projet, qui concerne le droit d'ordonner l'internement.

Mais cet article 6 contient, en outre, une innovation qui mérite d'être examinée de très près.

Dans la législation actuelle, les juridictions d'instruction n'ont pas qualité pour apprécier la réalité d'une prévention; elles apprécient uniquement s'il existe des charges suffisantes. Elles n'ont pas davantage qualité pour prendre une décision au fond; elles rendent des ordonnances de non-lieu toujours susceptibles de revision et renvoient le prévenu à la juridiction du jugement.

Or, le Gouvernement estime qu'il est complètement inutile et même cruel, si la réalité de l'infraction et de l'infériorité mentale du prévenu ne peuvent être discutées, de renvoyer l'affaire de la juridiction d'instruction à la juridiction de jugement.

L'article 6 donne donc à la juridiction d'instruction le pouvoir de prononcer l'internement; mais il étend aux juridictions d'instruction les garanties dont sont entourées les juridictions de jugement. Ces garanties sont contenues dans l'article 7 : ce sont, d'abord, l'appel; ensuite l'audition des témoins et la publicité des débats; ces deux dernières n'existent que devant la juridiction d'appel et pour autant que l'inculpé les réclame.

En principe, et moyennant ces garanties, le système ne paraît pas prêter à objections.

Comme le fait remarquer l'Exposé des motifs, dans la plupart des cas, la

décision d'internement, rendue à huis clos, sera acceptée par l'inculpé en avou, dont les tares héréditaires auront ainsi échappé à la malignité publique; mais si, protestant de son innocence, l'inculpé désire voir plaider son procès au grand jour, satisfaction pourra et devra lui être donnée.

Remarquons toutefois, que le système proposé par le Gouvernement peut avoir, dans certains cas, une conséquence fort grave.

Dans les affaires justiciables de la Cour d'assises, les délinquants déclarés anormaux pourront être internés à long terme, par la Chambre du Conseil ou par la Chambre des mises en accusation, sans que le Jury doive ou puisse intervenir.

Supposons, par exemple, le cas d'un individu ayant commis un crime politique, dans des conditions qui lui donneraient grandes chances d'obtenir un verdict d'acquiescement. Il suffirait que des experts constatent son déséquilibre ou sa débilité mentale, pour que la juridiction d'instruction puisse décider de son sort et l'interner, pour quinze ans par exemple, dans un établissement spécial.

Votre Commission estime qu'il ne peut être question d'enlever à l'inculpé qui pourra d'ailleurs être maintenu en observation, le droit de comparaître, s'il le veut, devant une juridiction de jugement.

Elle propose donc de rédiger comme suit l'article 6 :

« Les juridictions d'instruction pour autant qu'il s'agisse d'un crime ou d'un délit autre qu'un délit politique ou de presse, et les juridictions de jugement pourront, etc. (le reste comme au projet). »

Sous le bénéfice de ces observations et avec les amendements indiqués ci-dessus, votre Commission a adopté le projet du Gouvernement. Le membre qui s'est abstenu estime que le projet pourrait être voté par lui, si l'article 1^{er} ne visait que les déments et les déséquilibrés, à l'exclusion des insuffisants mentaux.

§ 3. — Examen des articles.

ART. 18.

Un membre exprime l'avis que, dans cet article, il conviendrait de ne prévoir l'élargissement de l'interné que dans le cas où son état mental *et moral* est suffisamment amendé.

La Commission estime que cette addition est inutile : les mots « état mental » se rapportant à la fois à l'état moral et à l'état intellectuel de l'interné.

ART. 20.

Sur la proposition d'un membre, la Commission a admis qu'il y avait lieu de rédiger comme suit le § 2 de cet article : « ... l'avis du médecin en chef du service de l'annexe psychiatrique *et du directeur de l'établissement où se trouve l'interné.* »

La Commission propose, en outre, d'insérer dans le projet un article 20^{bis}, qui pourrait être formulé comme suit :

« Les condamnés qui au cours de l'exécution de leur peine donnent des

signes de démence, de déséquilibre ou d'insuffisance mentale, peuvent faire l'objet d'une ordonnance d'internement, conformément aux règles établies ci-dessus.

» La cause est portée, sur avis de la direction de l'établissement pénitentiaire, au parquet, devant le tribunal qui a prononcé la condamnation. »

§ 4. — Résumé et conclusions.

Il n'a point paru nécessaire de compléter l'Exposé des motifs par un chapitre de législation comparée.

Ce chapitre ne contiendrait pas grand chose.

Les lois pénales de quelques États de l'Amérique du Nord et le Code pénal Norvégien ont introduit, depuis plusieurs années, le système de l'isolement à temps indéterminé.

D'autre part, en Grande-Bretagne, où l'on ne s'embarrasse pas beaucoup de controverses théoriques, le *Mental Deficiency act* de 1913, a créé des institutions d'État pour débiles mentaux à tendances dangereuses ou violentes, pour y interner et y soigner soit des inculpés, soit des individus se trouvant déjà dans les prisons ordinaires. (Voir pour plus de détails : Sir Evelyn Ruggles-Brise, *The English prison system*. Londres, Mac Millan, 1921.)

Mais, à part cela, le Code pénal, dans les autres pays, reste fondé sur le principe de la responsabilité — sauf pour les déments — et il n'existe que des projets forts nombreux d'ailleurs, de revision.

Parmi ces projets, celui qui s'inspire le plus directement d'idées analogues à celles qui ont inspiré le projet belge, est incontestablement le projet préliminaire de Code pénal italien (*Relazione sul progetto preliminare di Codice penale Italiano (Libro I)*) avec traduction française. Rome, Imprimerie Polyglotte, 1921).

Œuvre magistrale d'Enrico Ferri, le rapport sur le Livre I a une portée plus générale que le projet de défense sociale, dont nous avons à nous occuper ici.

Il part de ce point de vue que la fonction répressive exercée par l'État doit abandonner toute prétention de mesurer et de châtier la faute ou responsabilité morale du criminel (qui peut revenir à l'autorité religieuse pour les croyants ou intéresser les doctrines philosophiques ou le sentiment commun); qu'elle doit uniquement, pourvoir à la défense sociale contre les criminels, en tenant compte, avant tout, de la *tremibilité*, c'est-à-dire du caractère plus ou moins dangereux de ceux-ci :

« C'est grâce à cette idée — ajoute Ferri — qu'on éliminera des débats judiciaires toute discussion sur la responsabilité morale de l'imputé, en ramenant ces débats, d'une part, à un examen technique des éléments de preuve (pour prouver ou nier que l'inculpé est l'auteur du crime) et, d'autre part, à l'examen des conditions individuelles et sociales de l'imputé par rapport à la sanction la plus appropriée à sa personnalité. De cette façon, la défense sociale contre le crime sera beaucoup plus efficace puisqu'elle s'exercera, sous des formes adaptées à l'égard des criminels qui, tout en étant aliénés, ou névropathes, ou en tous cas anormaux (et considérés donc comme moralement irresponsables) n'en sont pas pour cela moins dangereux ».

Les auteurs de l'avant-projet italien donc ne considèrent nullement les anormaux, les névropathes, les aliénés comme irresponsables. Ils laissent de côté la question de la *responsabilité morale*. Ils consacrent, au contraire, la *responsabilité légale* de tous les délinquants, même aliénés.

D'où le texte suivant, relatif aux criminels en état de faiblesse mentale :

« ART. 32. — Tout individu ayant commis un crime en état de maladie mentale :

» 1° Sera isolé et soigné dans une maison d'aliénés criminels si la sanction emportée par le crime est la ségrégation rigoureuse ou si l'aliénation mentale est de nature à le rendre très dangereux.

» 2° Sera isolé et soigné dans une maison de surveillance, si le crime commis comporte une sanction différente et si l'aliénation est de nature à le rendre moins dangereux.

» ART. 33. — Tout criminel qui, sans être atteint de maladie mentale, se trouve en état d'intoxication chronique due à l'alcool ou toute autre substance vénéneuse, ou frappé de grave anomalie psychique, sera isolé dans des colonies spéciales de travail.

» Cette disposition ne sera pas appliquée, si l'anomalie psychique consiste exclusivement ou principalement dans la tendance au crime, congénitale ou acquise. »

On voit que, dans cet ordre d'idées, les criminalistes italiens aboutissent, en somme, à des conclusions qui se rapprochent beaucoup de celles qui se fondent, chez nous, sur les résultats d'une expérience déjà longue.

Mais, encore une fois, ce n'est pas au dehors que nous voulons chercher des appuis et des exemples.

La Belgique, en matière pénitentiaire, peut se rendre ce témoignage qu'elle a toujours tenu à honneur de précéder plutôt que de suivre.

C'est à Gand, dès la fin du XVIII^e siècle que fut créée la première prison moderne, qui servit de modèle aux célèbres prisons anglaises et américaines.

De même, nous avons pris l'initiative en Europe d'organiser le régime de l'isolement cellulaire, qui fut, somme toute, un réel progrès sur la promiscuité physique et morale des maisons de force de l'ancien régime.

Nous serons, sans doute, les premiers, non pas à l'abolir, mais à le limiter, à l'amender, par la suppression de l'encellulement diurne, par l'organisation des exercices physiques et du travail en commun, dans les préaux, dans les classes ou dans les ateliers, par le développement de l'enseignement professionnel pénitentiaire, par la création d'œuvres post-pénitentiaires, actives et efficaces.

Mais ces mesures, dès à présent en voie de réalisation, concernent avant tout les délinquants normaux.

Pour les autres délinquants, les anormaux, les psychopathes, d'autres mesures s'imposent. Elles entraînent, des modifications radicales dans l'idée même que

l'on doit se faire d'une prison; d'un établissement pénitentiaire, d'une institution de défense sociale.

Ainsi que le dit M. le docteur Vervaeck dans son remarquable rapport au Congrès de médecine légale (1924), la prison pourra rester — quand il s'agira de délinquants normaux — une maison de méditation et de relèvement. Mais, pour d'autres, elle sera avant tout une école et un atelier; pour d'autres encore, l'hôpital où l'on s'efforcera d'améliorer, sinon de guérir, les infirmités et les maladies qui les empêchent de mener une existence sociale régulière; ailleurs, elle prendra la forme d'une colonie de travail pour les récidivistes et les anormaux dangereux ou d'un sanatorium pour névrosés ou toxicomanes; elle doit devenir, enfin, un asile de sûreté pour les demi-fous de toute sorte, les dégénérés et les débiles mentaux à réaction dangereuse dont la science restera souvent impuissante à améliorer les tares.

Ces réformes, fondées sur le principe de la sériation des délinquants, de l'individualisation de la peine, ont pu déjà se réaliser en partie par voie de mesures administratives. Mais leur développement ultérieur implique des modifications au régime légal en vigueur. Le projet du Gouvernement y pourvoit. Votre Commission, en l'adoptant, souhaite qu'il soit voté sans autres retards.

Le Rapporteur,
É. VANDERVELDE.

Le Président,
ÉMILE BRUNET.

Amendements proposés par la Commission.	Amendementen voorgesteld door de Commissie.
— ART. 6. Les juridictions d'instruction, <i>pour autant qu'il s'agisse d'un crime ou d'un délit autre qu'un délit politique ou de presse</i>, et les juridictions de jugement peuvent, etc. (le reste comme au projet).	— ART. 6. <i>In zooverre het een misdad of een wanbedrijf betreft, ander den een politiek of een drukpermisdrijf</i>, kunnen de rechtbanken in raadkamer en ter terechtzitting, enz. (het overige zooals in het ontwerp).
ART. 11. Il est institué auprès de chaque annexe psychiatrique une commission composée d'un magistrat président, délégué par le premier président de la	ART. 11. Bij elke psychiatrische afdeling wordt eene commissie ingesteld bestaande uit een magistraat-voorzitter, afgevaardigd door den eerste-voorzitter

Cour d'appel, d'un délégué de la Députation permanente de la province, et d'un médecin de l'annexe, délégué par le Ministère de la Justice.

van het hof van beroep, uit een afgevaardigde van de Bestendige Deputatie der provincie, en uit een geneesheer van de afdeeling, afgevaardigd door den Minister van Justitie.

ART. 20.

Rédiger comme suit l'alinéa 2 :

Cette juridiction peut ordonner la prorogation de la mesure, après avoir pris notamment l'avis du médecin chef de service de l'annexe psychiâtrique et du directeur de l'établissement où se trouve l'interné; la prorogation peut être renouvelée de la même manière.

Het tweede lid te doen luiden :

Deze rechtbank kan verlenging van den maatregel gelasten, na inzonderheid het advies te hebben ingewonnen van den geneesheer, diensthooft van de psychiatrische afdeeling en van den bestuurder der inrichting waar de geïnterneerde zich bevindt; de verlenging kan, op dezelfde wijze, hernieuwd worden.

ART. 20^{bis}.

Les condamnés qui, au cours de l'exécution de leur peine, donnant des signes de démence, de déséquilibre ou d'insuffisance mentale peuvent faire l'objet d'une ordonnance d'internement conformément aux règles établies ci-dessus.

La cause est portée, sur avis de la direction de l'établissement pénitentiaire au parquet, devant le tribunal qui a prononcé la condamnation.

ART. 20^{bis}

Dwangverpleging kan worden gelast, overeenkomstig de hovenbepaalde regelen, tegen de veroordeelden die tijdens hunne strafuitvoering van waanzin, geestesverstoordheid of geestelijke minderwaardigheid doen blijken.

Op advies van het bestuur der strafinstelling, wordt de zaak op het parket gebracht, vóór de rechtbank die de veroordeeling heeft uitgesproken.

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 11 DECEMBER 1924.

**Wetsontwerp tot bescherming der samenleving tegen de abnormalen,
de gewoontemisdadigers en de schuldige jeugd ⁽¹⁾.**

HOOFDSTUKKEN I, II, III EN IV VAN HET WETSONTWERP.

VERSLAG

NAMENS DE BIJZONDERE COMMISSIE ⁽²⁾ UITGEBRACHT DOOR DEN
HEER **VANDERVELDE**.

MIJNE HEEREN,

Het u onderworpen wetsontwerp is de aanvulling van de hervorming der strafinstellingen, aan welke hervorming het Parlement herhaaldelijk zijne goedkeuring heeft geschonken.

Hoewel uwe Commissie voor de Justitie, bij welke de quaestie werd aanhangig gemaakt, tegelijkertijd met de Middenafdeeling, twee verslaggevers heeft aangeduid, den eene voor de hoofdstukken I, II, III en IV, den andere voor de hoofdstukken V, VI, VII en VIII van het ontwerp, steunen de onderscheidene bepalingen er van op dezelfde gedachten van sociaal verweer.

Men stelt inderdaad voor, de maatschappij beter te wapenen tegen de recidi-

(1) Wetsontwerp, n° 151 (1922-1923).

(2) Samenstelling van de *Bijzondere Commissie* :

a) De leden van de *Bestendige Commissie voor de Justitie en de Burger- en Stafrachtelijke Wetgeving* : de heeren BRUNET, voorzitter, BAELS, BUYSSE, CARTON DE WIART, COLLEAUX, DE BUE, DEJARDIN, FLAGEY, HALLET, JENNISSEN, MEYSMANS, NEVEN, PONCELET, SINZOT, SOUDAN en VAN DIEVOET.

b) Zes leden door de *Afdeelingen benoemd* : de heeren SOUDAN, DE WOUTERS D'OPLINTER, VANDIEVOET, VANDERVELDE, CLAES en RUBBENS.

(3) Het verslag over de andere bepalingen van het wetsontwerp is uitgebracht geworden door den heer Carton de Wiart. (*Stuk n° 38.*)

visten en de gewoontemisdadigers; te hunnen aanzien, vervangt men het stellen onder het toezicht der politie door een strengere regeling : het stellen ter beschikking van de Regeering, met eventueele plaatsing in dwangverpleging, voor een termijn van 5 tot 20 jaar, in bijzondere gestichten.

Uwe Commissie was het er over eens dat dergelijke maatregelen gerechtvaardigd zijn; zij is, anderzijds, van oordeel dat die maatregelen zich moeten uiten door een krachtdadige poging om het aantal recidivisten te verminderen, door strafschole op te richten en, door een bijzondere regeling in het leven te roepen voor de abnormale misdadigers.

De heer Carton de Wiart heeft verslag uitgebracht over de hoofdstukken van het ontwerp betreffende de recidivisten en de strafschole. Onderhavig verslag houdt zich alleen bezig met de abnormalen.

§ 1. — De Beginselquaestie.

Behalve voor wat de doofstommen betreft (art. 76), behelst het Strafwetboek van 1867 geen bijzondere bepaling in zake de abnormale misdadigers.

Dit artikel steunt in zijn geheel op het strenge onderscheid tusschen de *onverantwoordelijkheid*, wanneer de beschuldigde of de betichte krankzinnig was op het oogenblik van het feit, en de *verantwoordelijkheid* in de overige gevallen.

In de uiterste gevallen, kan dit stelsel op betrekkelijk gemakkelijke wijze worden toegepast : de krankzinnigen worden buiten vervolging gesteld, mits de parketten maatregelen nemen om hunne opsluiting te verzekeren; de misdadigers welke men als normaal aanziet, als gezond van geest, worden getroffen met de straffen door het Wetboek voorzien.

Doch de moeilijkheden beginnen wanneer het tusschengevallen betreft, wanneer de rechters zich in tegenwoordigheid bevinden van zulke geestelijk ontredde, van zulke lijdende aan geestesstoornis, van zulke half-zinneloozen, bij wie door een geneeskundig onderzoek, volgens de letter van het Wetboek, wel de verantwoordelijkheid wordt vastgesteld, maar een gedeeltelijke verantwoordelijkheid, een verminderde verantwoordelijkheid.

Sinds lang wist men dat de misdadigers van dit soort zeer talrijk waren.

Doch de oprichting, in 1907, door den heer Renkin van een laboratorium voor strafrechtelijke anthropologie in de gevangenis, te Vorst, maakte het, voor de eerste maal, mogelijk, in deze zaak, een sterke en juiste bewijsvoering te stellen in de plaats van vage beweringen.

In een studie van jongen datum, heeft de geleerde directeur van dit laboratorium, dokter Vervaeck, de door hem gedane waarnemingen, gedurende tien achtereenvolgende jaren, als volgt samengevat.

« De gevangenenbevolking is niet homogeen. Naast diegenen wier misdadigheid van socialen of moreelen oorsprong is en die men als normalen moet beschouwen, zijn er talrijke misdadigers wier ziekelijke natuur niet kan geloochend worden; de meerderheid onder hen wordt gevormd door een tusschengroep : het zijn de misdadigers bij dewelke, onder den voorbeschikkenden invloed van erfelijke of

aangeworven gebreken, de strafwaardige werking der zedelijke of sociale factoren aangeprikkeld wordt.

» Er bestaat dus een pathologische misdadigheid, een misdadigheid van moreelen aard, en, tusschen deze twee uiterste typen, een gedeelte van ingewikkelde samengekoppelde toestanden waarin die beide factoren van wanbedrijf in zeer verschillende verhoudingen zijn vertegenwoordigd.

» Wij weten niet of iemand heeft kunnen zeggen of schrijven dat al de misdadigers zieken waren, — een geestigheid van dagbladschrijvers — tenzij men daardoor wil beduiden de moreele zieken, welke tot de bevoegdheid van den geneesheer van de ziel en van het geweten behooren.

» Wie ziet in ieder geval niet in, hoe onlogisch, onwetenschappelijk en nutteloos het is, zoowel onder opzicht van hun verbetering en wederopheffing, als onder opzicht van de beteugeling en de vreesaanjaging, in de gevangenis al deze zoo verschillende misdadigers op eenvormige wijze te behandelen? Zou het ooit in den geest komen van een dokter, in een hospitaal of kliniek, al zijne zieken op dezelfde manier te behandelen?

» Welke is de verdeeling naar het getal van de drie groepen van misdadigers in onze gevangenissen?

» Naast de groote abnormalen en krankzinnigen in de Belgische gevangenissen, en die, zeer bescheiden geschat, ongeveer 15 tot 20 t. h. zijn, is er een ten honderd van 40 tot 50 van geestelijk minderwaardigen, van oneevenredigen of voor verbetering vatbare abnormalen, van chronisch geïntoxiceerden en medisch belasten, teringlijders, syphilislijders, zenuwzieken, lijders aan moeraskoortsen, enz.

» Wat de abnormalen betreft, of ten minste dezen welke men als dusdanig beschouwt, hun getal is zeker niet meer dan een derde van de gevangenisbevolking; zij zijn voor verbetering en voor wederopheffing zeer vatbaar. »

Wij hebben ons niet bezig te houden met de normale opgesloten, noch met de maatregelen die kunnen getroffen worden om ze tot beterschap te brengen door beroepsopleiding en beroepsonderwijs, om hun getal te verminderen door het afschaffen van de korte straffen, of om hunne wederopheffing te bevorderen door eene meer moderne organisatie van de bescherming der vrijgelatenen.

Van de aanmerkingen van D^r Vervaeck willen wij, vooralsnog, enkel onthouden hetgeen op de abnormale misdadigers betrekking heeft.

Twee feiten, waarvan de ernst aan niemand zal ontsnappen, blijken uit zijne opmerkingen :

1° Ondanks het buiten vervolging stellen van de eigenlijke krankzinnigen, blijven er in onze gevangenissen een tamelijk groot getal sterk abnormalen, half-zinneloozen, die het zeker gevaarlijk zou zijn vrij te laten rondloopen, maar die men menscheijheidshalve niet kan behandelen als gewone misdadigers. Overigens, heeft men reeds te hunnen opzichte maatregelen van bestuurlijken aard getroffen; er bestaan psychiatrische afdeelingen in de voornamste gevangenissen; te Mersxplas werden bijzondere gevangenissen opgericht voor de lijders aan vallende ziekte en de zwakzinnigen. Maar de aldaar gebruikelijke geneeskundige

behandeling wordt onderbroken door het verstrijken van de straf. Door de goedkeuring van het onderhavig wetsontwerp, zou men de dwangverpleging kunnen verlengen in het belang én van den zieke én van de maatschappij;

2° De twee derden van degenen die thans opgesloten worden gehouden kunnen beschouwd worden als zijnde, in verschillenden graad abnormaal of door hun gestel, zielsziek. Bij de eenen werd dit ontdekt tijdens hunne hechtenis. Anderen werden, vóór hunne veroordeeling, aan een geestesonderzoek onderworpen, dat deed besluiten tot hunne gedeeltelijke of, juister gezegd, hunne verzachte verantwoordelijkheid.

Welnu, het is vooral ten aanzien van deze laatsten dat de erge tekortkomingen van het bestaande Strafwetboek in 't licht treden.

Wat kunnen inderdaad de magistraten doen wanneer zij staan tegenover abnormalen, lijders aan geestesstoornis, zwakzinnigen die een wanbedrijf of een misdaad hebben bedreven?

Daar kan geene kwestie van zijn hen van vervolging te ontslaan, omdat het geene krankzinnigen zijn in den echten zin van het woord.

Anderzijds, bestaat er in zekeren zin eene moreele onmogelijkheid ze even streng te straffen als individuën beschouwd als normaal of geheel verantwoordelijk voor hunne daden.

In die voorwaarden blijft er aan de rechtbank niets anders over dan verzachtende omstandigheden aan te nemen voor degenen bij dewelke de geneesheeren de verzachte verantwoordelijkheid hebben vastgesteld. Zij veroordeelt dus, maar tot kortere straffen.

Welnu, het is juist daarin dat het fundamentele euvel ligt van de huidige wetgeving.

Deze abnormalen, deze zwakzinnigen, deze lijders aan geestesstoornis, deze op dewelke men uit medelijden kortere straffen toepast, zijn voor het meerendeel oneindig meer te vreezen, onder sociaal opzicht, dan de gelegenhedsmisdadigers.

Het is juist hunne ziekte, hunne geestesstoornis die hen meer voor de misdaad geschikt maakt, die hen meer onbekwaam maakt om te weerstaan aan hunne ziekelijke neigingen of aan den noodlottigen invloed van hun omgeving, hen meer aandrijft tot herhaling van de misdaad. Zij zijn het, ten slotte, die het gros van het leger misdadigers nitmaken, de massa waarin de recidivisten worden aangeworven.

Ook schijnt het, eenerzijds, gewenscht hen minder streng te behandelen dan de normale misdadigers, omdat het ongelukkigen zijn; maar, anderzijds, is het wenschelijk ze lang genoeg in bewaring te houden om hunne moreele herstelling te bekomen of ten minsten om ze te beletten te schaden, daar zij een sociaal gevaar zijn. Men past thans te korte en te harde *straffen* op hen toe. Men zou hen daarentegen moeten onderwerpen aan een menschelijker en langduriger stelsel van *dwangverpleging*.

Dit is het doel van het Regeeringsontwerp.

§ 2. — De hoofdbepalingen van het ontwerp.

Men moet het zich niet ontduiken dat het ontwerp, zoogenaamd van Sociaal Verweer, in de bestaande regeling grondige wijzigingen brengt.

Kortom, de Regeering stelt voor, niet alleen de eigenlijke krankzinnigen, maar ook de zwakzinnigen en de lijders aan geestesstoornis, buiten de sfeer van het strafrecht te brengen, door ze in bijzondere gestichten te interneeren, waar zij de noodige zorgen zouden ontvangen.

De Memorie van Toelichting is dienaangaande zeer duidelijk.

« Gansch het ontwerp is zoo opgevat, zegt de Memorie van Toelichting, dat de abnormalen worden behandeld niet als misdadigers, doch als zieken; zoo deed ook de wet van 1912 ten opzichte der kinderen. De dwangverpleging is geen straf, doch een maatregel tot maatschappelijk verweer en tevens een menschlievende maatregel; aan den onschadelijk gemaakten abnormale wordt een geneeskrachtig, wetenschappelijk ingericht regime opgelegd ».

Welnu, zoo men de ramingen aanneemt van dokter Vervaeck, mits geen rekening te houden van de medisch belasten, welke geene geestesverstoorden of zwakzinnigen zijn, is het niet twijfelachtig dat een tamelijk groot getal van misdadigers zouden ophouden onder de bepalingen van het Strafwetboek te vallen om, door eene gerechtelijke beschikking, onderworpen te worden aan een min of meer lange dwangverpleging.

Uwe Commissie heeft dergelijk stelsel slechts aanvaard na een zeer aandachtig onderzoek van de zwarigheden of vragen om uitlegging die het ontwerp van de Regeering moet doen ontstaan. De meeste van die vragen of van die zwarigheden gingen overigens uit van sommigen harer leden welke eindelijk toch tot het ontwerp zijn toegetreden.

1. — Wat moet men door abnormalen verstaan?

Een eerste hoogst belangrijke vraag rijst op : wat moet men door *abnormalen* verstaan?

In hare Memorie van Toelichting verklaart de Regeering, ten einde alle betwisting te vermijden, dat zij in hare teksten nauwkeurig bepaalt wat zij door abnormalen verstaat : « het zijn — zegt zij — de *krankzinnigen*, de *geestelijke minderwaardigen* en degenen die aan *geestesstoornis* lijden. »

Sommige leden van de Commissie voor de Justitie hebben zich afgevraagd of die verklaringen voldoende waren; of het niet gevaarlijk was zich te houden aan algemeene formules, waar het twee even zwaarwichtige zaken geldt : aanzienlijke categoriën van misdadigers vrijstellen van alle straf, maar, daarentegen ze misschien tot een veel langere dwangverpleging te verplichten dan de straf die ze zouden hebben moeten ondergaan.

Na rijp onderzoek, nochtans, werd men het over 't algemeen eens om aan te nemen dat, zoo de ophelderingen van den regeeringstekst noodzakelijk waren,

zij echter niet volstonden. Zooals dokter Vervaeck het terecht doet opmerken, zou het een waaghalzerij zijn, door een nauwkeurige een onwrikbare formule, met een onbuigzame interpretatie, de talrijke gevallen van zwakzinnigheid of van geestelijke ontoereikendheid, welke de psychiatrie thans kent, te willen beperken. Hunne lijst is noch volledig, noch definitief; overigens, in de geneeskunde bestaan er enkel zieken en niet ziekten. Ieder onder hen maakt een individueel ziektewezen uit dat, opzichtens diagnose en behandeling, op een verschillende wijze moet beschouwd worden.

Het behoort den rechter, na geneeskundig onderzoek, te beslissen of de misdadigers moeten aangezien worden als normalen en veroordeeld worden tot de gewone straffen; of zoo, wegens hunne abnormaliteit, het noodig is hen te plaatsen onder dwangverpleging, na aan een geneeskundig regime, in bijzondere inrichtingen, te worden onderworpen. In gevallen van waanzin, wordt reeds aldus gehandeld. Waarom zou men niet op dezelfde wijze handelen in de gevallen van zwakzinnigheid of geestesstoornis?

Voor degenen die zich vooral op strafrechtelijk standpunt plaatsen, zal dergelijk stelsel gewis voldoende waarborgen opleveren: men zou niet ernstig kunnen volhouden dat het vooruitzicht van, zelfs onder een zachter regime, een langere dwangverpleging te moeten ondergaan, meer vrees zal inboezemen dan de korte en zware straf der gewone gevangenis.

Anderzijds, voor wat de individuele vrijheid betreft, kunnen en moeten de waarborgen even groot zijn voor de zwakzinnigen en de geestesverstoorden als voor de eigenlijk gezegde krankzinnigen. Daarin voorzien de bepalingen van artikel 11 en volgende artikelen van het ontwerp.

2. — *Samenstelling van de Commissiën bij de psychiatrische afdelingen der strafinstellingen.*

Eens dat de dwangverpleging van vijf, tien of vijftien jaar is bevolen, is de taak van den rechter voorloopig geëindigd; het behoort aan de Commissie, voorzien bij hoofdstuk III van het wetsontwerp, het gesticht te bepalen waar de dwangverpleging zal geschieden, den geïnterneerde naar een ander gesticht te doen overbrengen, en, desgevallend, zijn ontslag te bevelen.

Het spreekt van zelf dat deze Commissie den hoeksteen uitmaakt van het Regeeringsstelsel.

Van haar, inderdaad, hangt grootendeels het later lot af van de abnormale misdadigers door den rechter te harer beschikking gesteld.

Zij is bevoegd het gesticht te kiezen waar zij zullen geplaatst worden, ze naar andere gestichten met zachter of strenger regime over te brengen, ze om het even op welk oogenblik te ontslaan bijaldien hunne genezing volledig blijkt, het zedelijke opbeuring volbracht zij.

Ook kan men geen voorzorgen genoeg nemen om deze Commissie derwijze samen te stellen dat zij een maximum van waarborgen biedt, zoowel in opzicht van de sociale verdediging als van de individuele vrijheid.

Wanneer men terugblijkt op de voorbereidende werkzaamheden, bevindt men

dat deze kwestie, meer dan welke andere, lang en nauwgezet is onderzocht geworden.

Het Raadgevend Comité van het Departement van Justitie, dat het ontwerp voorbereidt, met de medewerking van den heer Holvoet, toenmalig Procureur des Konings, te Brussel, sprak zich vooreerst uit ten voordeele van eene Commissie bestaande uit drie leden : een magistraat, voorzitter, een lid van het Provinciaal Comité, afgevaardigde van de Bestendige Deputatie uit de provincie en een geneesheer bij de psychiatrische afdeeling, afgevaardigde van den Minister van Justitie.

Het vóórontwerp werd, voor aanvullend onderzoek, teruggezonden aan den Hoogen Raad der Gevangenen, waarin tijdelijk zetelden de heeren Procureur-Generaal Servais en Directeur-Generaal Dullaert.

In deze vergadering deed zich een sterke strooming gevoelen om den afgevaardigde van de Bestendige Deputatie te vervangen door den Directeur der inrichting waar de « abnormale » zou geïnterneerd zijn.

Op aandrigen van den heer Procureur-Generaal werd eindelijk het stelsel, voorgesteld door de Raadgevende Commissie van het Departement, goedgekeurd.

Hij deed gelden dat de afgevaardigde Provinciale Raadsman een geneesheer, een jurist, een leider van sociale werken kan zijn; dat het dienvolgens betaamde in de Commissie een vertegenwoordiger te doen zetelen van de Provinciale Overheid, die door de bestaande wet op het regime der krankzinnigen gelast is te waken over de spaarpenningen der geïnterneerde zieken; dat het, inzonderheid, noodig was in de Commissie de stem van het volk te doen hooren met er iemand te doen in opnemen die, in den Provincialen Raad benoemd door de kiezers, zou kunnen worden aangezien als een afgevaardigde van de openbare meening.

Ondanks de kracht van deze argumenten, oordeelt uwe Commissie het voordeliger aan den magistraat-voorzitter en aan de geneesheer der psychiatrische afdeeling den Directeur toe te voegen van de inrichting waar de abnormale zal geïnterneerd zijn.

Doch na een nieuw onderzoek, was zij het eens om te erkennen dat de toepassing van dit stelsel nagenoeg onoverkomelijke moeilijkheden van practischen aard zou ontmoeten.

Anderzijds, is zij van oordeel dat de keuze van de Bestendige Deputatie niet moet beperkt worden tot de provinciale raadsleden alleen. Zij moet vrij zijn om bij de Commissie af te vaardigen, ofwel een directeur van het krankzinnigen-gesticht, ofwel een gevangenisdirecteur, ofwel alwie daartoe bijzonder bevoegd schijnt te zijn. In dezen zin stelt zij voor het Regeeringsontwerp te wijzigen.

3. — *Moeten de gestichten waar de abnormale misdadigers worden geïnterneerd, binnen het kader van het gevangeniswezen worden geplaatst?*

Door het ontwerp der Regeering wordt de quaestie niet of niet volkomen opgelost, of de gestichten waar de abnormale misdadigers zullen geïnterneerd worden binnen het kader van het gevangeniswezen behooren,

Zooals in de Memorie van Toelichting wordt verklaard, moeten de abnormalen, wier dwangverpleging wordt bevolen, ongetwijfeld niet *behandeld* worden als misdadigers; zij moeten als zieken worden *verzorgd*. Zij worden niettemin naar de psychiatrische afdeeling van een strafinstelling gericht, en de tekst van het ontwerp ziet er hoegenaamd geen bezwaar in, dat de Commissie, voorzien bij hoofdstuk III, er toe beslist de dwangverpleging te gelasten in eene psychiatrische afdeeling of in een afgezonderd gedeelte der strafinstelling.

Vele voorstanders van het ontwerp, waaronder Dr Vervaeck, zijn overigens van gevoelen, dat het te verkiezen is, al de gestichten, waar krankzinnigen, geestesverstoorden, zwakzinningen in dwangverpleging worden gesteld bij gerechtelijke beslissing, of waar, ten minste, hun bewaring of hun vrijlating aan de contrôle dezer inrichting wordt onderworpen, binnen het kader der strafinstellingen worden behouden of geplaatst (cf. VERVAECK, Verslag uitgebracht op het Congres van wettelijke geneeskunde : *Le traitement de tous les délinquants dans le cadre pénitentiaire*, Parijs, Mei 1924).

De voorstanders van deze meening hebben eene dubbele bekommering : vooreerst al de bestaande strafinstellingen — in de mate dat de onvaste naoorlogsche begrootingen zulks toelaten —, te benuttigen en wel na deze gestichten, met het oog op de psychiatrie, te hebben hervormd; vervolgens, de strafregeling steeds te steunen op de beteugeling en de vreesaanjaging, zelfs wanneer het ziekelijke misdadigers geldt, mits natuurlijk deze strafmiddelen van geneeskundigen en voorbehoedenden aard zouden wezen.

Ofschoon uwe Commissie de waarde dezer redenen niet ontkent, is zij nochtans niet van gevoelen dat aan dit punt van het ontwerp der Regeering wijziging dient te worden gebracht.

Het stelsel, door dit ontwerp gehuldigd, belet geenszins voor de dwangverpleging der abnormalen sommige der bestaande gevangenissen te gebruiken of daartoe andere lokalen te bestemmen die tot nog toe afhangen van de weldadigheidsinstellingen. Bij een bezoek ter plaatse, heeft uwe Commissie zelfs kunnen vaststellen dat, wegens de afneming, sedert den oorlog, van de bevolking le Merxplas en in de gevangenissen, de hervorming der strafinstellingen kan worden verwezenlijkt zonder nieuwe gebouwen op te trekken.

Anderzijds, schijnt het niet volstrekt noodig of zelfs niet geraadzaam, in deze wet eene bepaling te schrijven, waardoor op besliste wijze wordt verklaard, dat de gestichten waar men de abnormale misdadigers zal interneeren al dan niet tot het kader der strafinstellingen behooren.

Het ware integendeel beter de ervaring te laten spreken. Bij de invoering van dit nieuwe stelsel, zullen sommige soorten misdadigers kunnen geïnterneerd worden in bijzondere afdeelingen van strafinstellingen; anderen kunnen naar kolonies of toevluchtshuizen worden gericht, die tot eene andere algemeene directie behooren.

Van zoodra het uit de ervaring klaar zal gebleken zijn, dat het beter ware al de instellingen van dezen aard te rangschikken binnen het kader der strafinstellingen of er buiten, zal er geen wettelijk beletsel meer bestaan om deze hervorming langs bestuurswegen te verwezenlijken. In zijn verslag op het Con-

gres voor wettelijke geneeskunde uitgebracht, is ook Dr Vervaeck van gevoelen, dat men de uitdrukking « strafinstelling » die de voorkeur heeft, toch vervangen kan door « instelling voor sociaal verweer » en hij stelt twee manieren voor om deze hervorming te verwezenlijken : 1° naast de gevangenissen en onder dezelfde bestuursleiding, instellingen tot sociaal verweer op te richten; toevluchtshuizen, werkkolonies, sanatoriums voor onverantwoordelijke misdadigers; 2° de gevangenissen voor te behouden voor de valide en normale veroordeelden; kolonies, gestichten voor bewaking, verplegingsafdeelingen, enz.; 3° de onverantwoordelijken in een toevluchtshuis voor misdadigers opsluiten.

De drie inrichtingen, staande onder eene zelfde bestuursleiding, zouden genoemd worden « Instellingen voor sociaal verweer ».

4. — *Moeten de rechtsmachten van onderzoek het recht van interneering bezitten over de verdachten door krankzinnigheid, geestelijke minderwaardigheid of geestesstoornis aangedaan?*

Er blijft een laatste bezwaar, misschien wel het gewichtigste dat tegen het ontwerp werd aangevoerd.

Luidens het ontwerp kan en, in sommige gevallen, moet de rechter de dwangverpleging der abnormale misdadigers gelasten voor een termijn van vijf, tien of vijftien jaar, zelfs wanneer zij weinig erge misdrijven hebben gepleegd. Dat is niet de onbepaalde uitspraak; doch practischerwijs komt het op hetzelfde neer, vermits, bij het verlopen van dezen termijn, de dwangverpleging kan worden verlengd, krachtens eene nieuwe beslissing door de rechtbank genomen op voorstel van de Bijzondere Commissie. Feitelijk wordt dus de duur der dwangverpleging niet *a priori* door de uitspraak vastgesteld. Binnen de perken door den rechter bepaald, is zij afhankelijk van het College van drie personen, dat door hoofdstuk III van het ontwerp wordt ingesteld.

Uit het standpunt van de individuele vrijheid beschouwd, bestaat en werkt dergelijke regeling reeds met de vereischte waarborgen voor een soort menschen, dat immer talrijker wordt.

Er is vooreerst het geval der waanzinnigen die, op vordering van een ambtenaar van het Openbaar Ministerie, kunnen opgesloten worden.

Er is echter vooral het geval der landloopers en der minderjarigen beneden zestien jaar.

Sedert de wet van 27 November 1891, heeft de landlooperij opgehouden een wanbedrijf te zijn.

De bedelaars, de landloopers, de verdedigers van publieke vrouwen worden, voor een termijn van één tot zeven jaar, ter beschikking van de Regeering gesteld. Zij worden geïnterneerd in een bedelaarsgesticht of een toevluchtsoord. De Minister van Justitie doet ze in vrijheid stellen zoodra hij het nutteloos acht de dwangverpleging te doen voortduren tot het eindpunt door de rechtbank vastgesteld.

Eveneens, bij de wet van 1912 op de Kinderbescherming worden van alle straf vrijgesteld de minderjarigen beneden 16 jaar die een overtreding begaan.

De kinderrechter kan ze ter beschikking van de Regeering stellen tot hunne meerderheid of, in sommige gevallen, tot hun vijf-en-twintigste jaar. Wanneer zij in een opvoedingsgesticht worden geïnterneerd, beslist de kinderrechter over hun ontslag of over hun overbrengen naar een andere inrichting.

Welnu, zoo men voor de minderjarigen en voor de ouderlingen toevluchts-oorden aanneemt, zien wij niet in waarom men ze niet zou aannemen wanneer het abnormalen, onvolkomenen, geestelijk zwakzinnigen betreft, welke een min of meer ernstige overtreding hebben begaan, die een gevaar uitmaken voor hen zelf en voor de anderen, die, wegens hun geestelijke gesteldheid, candidaat-recidivisten zijn, voorbestemd om nieuwe wanbedrijven of nieuwe misdaden te plegen; men zal hun geene straf opleggen; men zal hun, daarentegen, al de zorgen geven welke hun staat vereischt; doch men zal ze schadeloos maken zoolang hun eigen belang en het belang der gemeenschap zulks vereischen.

Uwe Commissie neemt dus het beginsel aan van artikel 6 van het ontwerp, betreffende het recht van de interneering te bevelen.

Doch dit artikel 6 behelst, daarenboven, eene nieuwigheid welke van nabij verdient onderzocht te worden.

In de bestaande wetgeving, hebben de rechtsmachten van onderzoek geene bevoegdheid om de wezenlijkheid eener betichting te waardeeren; zij oordeelen alleen of er genoegzame lasten bestaan. Zij zijn evenmin bevoegd om over den grond der zaak te beslissen; zij verleenen bevelen van niet-vervolgung die steeds vatbaar zijn voor herziening en zij verwijzen den betichte naar de rechtsmacht van wijzen.

Welnu, de Regeering is van oordeel dat het volkomen onnoodig en zelfs wreed is, wanneer de wezenlijkheid der overtreding en de geestelijke minderheid van den betichte niet kunnen betwist worden, de zaak van de rechtsmacht van onderzoek te verwijzen naar de rechtsmacht van wijzen.

Artikel 6 geeft aan de rechtsmacht van onderzoek de macht om de dwangverpleging uit te spreken; doch het strekt tot de rechtsmachten van onderzoek de waarborgen nit waarmede de rechtsmachten van wijzen zijn bedeeld.

Deze waarborgen zijn besloten in artikel 7; het zijn vooreerst: het hooger beroep; vervolgens het getuigenverhoor en de openbaarheid der debatten; deze laatste twee bestaan niet voor de rechtsmacht van beroep en in zoo verre de betichte dezelve eischt.

In beginsel, en mits deze waarborgen, schijnt het stelsel geen bezwaren te moeten uitlokken.

Zooals de Memorie van Toelichting het doet opmerken, zal, meestal, de beslissing van dwangverpleging, met gesloten deuren verleend, worden aanvaard door den in bekentenis zijnden betichte wier erfelijke gebreken aldus aan de openbare kwaadwilligheid zullen onttrokken zijn; doch, indien de betichte, die zijn onschuld staande houdt, zijn geding in 't openbaar wenscht te pleiten, hem voldoening kan en moet gegeven worden.

Bemerken wij echter dat het Regeeringsontwerp, in zekere gevallen, een zeer ernstig gevolg kan hebben.

In de zaken welke door het Assisenhof moeten berecht worden, zullen de

abnormaal verklaarde misdadigers voor langen termijn kunnen geïnterneerd worden door de Raadskamer of door de Kamer van Inbeschuldigingstelling, zonder dat de Jury daarin moet of kan tusschenkomen.

Veronderstellen wij, bij voorbeeld, het geval van een persoon die een politieke misdaad heeft bedreven in omstandigheden welke veel kans opleveren een vrij-spraak uit te lokken. Het ware voldoende dat deskundigen zijn onvolkomenheid of zijn zwakzinnigheid vaststellen, opdat de rechtsmacht van onderzoek over zijn lot kunne beslissen en hem interneren, b. v. voor vijftien jaar, in een bijzonder gesticht.

Uwe Commissie is van gevoelen dat er geen spraak kan van zijn aan den betichte, — die, overigens, in observatie zal kunnen gehouden worden, — het recht te ontnemen om, desverlangd, voor eene rechtsmacht van wijzen te verschijnen.

Zij stelt dus voor artikel 6 te doen luiden :

In zooverre het een misdaad of een wanbedrijf betreft, ander den een politiek of een drukpermisdrijf, kunnen de rechtbanken in raadkamer en ter terechtzitting, enz. (het overige zooals in het ontwerp).

Mits deze opmerkingen en de bovenvermelde amendementen, heeft uwe Commissie het Regeeringsontwerp goedgekeurd. Het zich onthoudend lid oordeelt dat het ontwerp door hem kan gestemd worden, indien het eerste artikel slechts de krankzinnigen en de geestesverstoorden betrof, met uitsluiting der geestelijk minderwaardigen.

§ 3. — Onderzoek der artikelen.

ART. 19.

Een lid is van oordeel dat in dit artikel het ontslag van den geïnterneerde slechts zou moeten voorzien worde in geval zijn geestesstaat en *zedelijke* gesteldheid genoegzaam verbeterd is.

De Commissie acht dat die toevoeging onnoodig is : de woorden « geestesstaat » betreffen immers én den zedelijken én den verstandelijken staat van den geïnterneerde.

ART. 20.

Op voorstel van een lid, heeft de Commissie er in toegestemd § 2 van dit artikel te doen luiden als volgt : « ... het advies te hebben ingewonnen van den geneesheer, diensthoofd van de psychiatrische afdeling *en van den bestuurder der inrichting waar de geïnterneerde zich bevindt.* »

De Commissie stelt bovendien voor, in het ontwerp een artikel 20^{bis} in te lassen, luidende : « Dwangverpleging kan worden gelast, overeenkomstig de bovenbepaalde regelen, tegen de veroordeelden die tijdens hunne strafuitvoering van waanzin, geestesverstoordheid of geestelijke minderwaardigheid doen blijken. »

« Op advies van het bestuur der strafinstelling, wordt de zaak op het parket gebracht, voor de rechtbank die de veroordeeling heeft uitgesproken. »

§ 4. — Samenvatting en besluiten.

Het werd niet noodig geacht de Memorie van Toelichting aan te vullen met een hoofdstuk van vergelijkende wetgeving.

Dit hoofdstuk zou niet veel omvatten.

De strafwetten van eenige Staten van Noord-Amerika en het Noorweegsche Strafwetboek hebben, sedert jaren, het stelsel van afzondering voor onbepaalde tijd ingevoerd.

Anderzijds heeft, in Groot-Britannië, waar men zich niet erg bekreunt om theoretische betwistingen, het « Montel Deficianoy art » van 1913 Staatsinstellingen tot stand gebracht voor zwakzinnigen met gevaarlijke of gewelddadige neigingen, om aldaar te interneeren en te verzorgen hetzij betichten, hetzij personen die zich reeds in de gewone gevangenissen bevinden. (Zie voor meer bijzonderheden : Sir EVELYN RUGGLES-BRICE, *The English prison system*, London, Mac Mil, jaar 1921)

Doch, dit terzijde gelaten, blijft het Strafwetboek, in de overige landen, gegrond op het beginsel der verantwoordelijkheid — behalve voor de waanzinnigen- en er bestaan slechts, overigens zeer talrijke, ontwerpen tot herziening.

Onder deze ontwerpen, is er een dat op de meest rechtstreeksche wijze werd ingegeven door begrippen van gelijken aard als die welke het Belgisch ontwerp hebben ingegeven, namelijk : het voorafgaand ontwerp van het Italiaansche Strafwetboek (*Relazione sul progetto preliminare di Codice penale Italiano* (Libro I) met de Fransche vertaling. Rome, de Universiteit, Imprimiâ Polyglotte, 1921).

Het prachtwerk van Enrico Ferri, dit verslag over Boek I, heeft eene meer algemeene beteekenis dat het ontwerp van sociaal verweer waarmede wij ons hier hadden bezig te houden.

Hij gaat van het standpunt uit dat de beteugelende actie, door den Staat uitgeoefend, elke neiging moet laten varen tot het meten en het straffen van de fout of de moreele verantwoordelijkheid van den misdadiger (wat voor de geloovigen kan behooren tot de geestelijke overheid of de philosophische leerstelsels of het algemeen gevoelen kan aanbelangen); dat zij enkel moet zorgen voor het sociaal verweer tegen de misdadigers met inachtneming inzonderheid van de tremibiliteit, d. i. hun min of meer gevaarlijk karakter :

« Door deze opvatting, voegt Ferri erbij, zal men uit de gerechtelijke besprekingen alle betwisting verwijderen over de zedelijke verantwoordelijkheid van den beklaagde, met deze besprekingen eenerzijds te leiden tot een technisch onderzoek van bewijsgegevens (voor het al of niet bewijzen dat de beklaagde de dader is van de misdaad), en anderzijds tot het onderzoek van den individueelen en socialen toestand van den beklaagde in verband met de voor zijn persoon meest gepaste sanctie. Op deze wijze, zal de bescherming van de maatschappij doeltreffender zijn vermits zij zal uitgeoefend worden onder een vorm die aangepast wordt aan den toestand der misdadigers, die, al zijn ze krankzinnig of zenuwziek, of in ieder geval abnormaal (en dus beschouwd als zedelijk niet verantwoordelijk) daarom niet minder gevaarlijk zijn. »

De indieners van het Italiaansch vóórontwerp beschouwen dus geenszins de abnormalen, zenuwlijders, krankzinnigen, als onverantwoordelijk. Zij laten de kwestie der *moreele verantwoordelijkheid* ter zijde. Zij bekrachtigen daarentegen de *wettelijke verantwoordelijkheid* van al de overtreders, zelfs van de krankzinnigen.

Van daar den volgenden tekst betreffende de zwakzinnige misdadigers :

« Art. 32. — Elke persoon, die in staat van geestesziekte, eene misdaad heeft bedreven,

» 1° Wordt afgezonderd en verpleegd in een gesticht van misdadige krankzinnigen, indien de straf, die de misdaad medebrengt, bestaat in de strenge afzondering, of indien de krankzinnigheid van zulken aard is dat hij daardoor zeer gevaarlijk wordt.

» 2° Wordt afgezonderd en verzorgd in een huis van bewaking, indien het bedreven schelmstuk eene verschillende straf medebrengt en indien de krankzinnigheid van zulken aard is dat hij daardoor minder gevaarlijk wordt.

» Art. 33. — Elke misdadiger die, zonder door geestesziekte aangetast te zijn, zich in staat van chronische intoxicatie bevindt ten gevolge van alcohol of eender welke vergiftige stof, of aangedaan is door ernstige psychische afwijking, wordt afgezonderd in bijzondere werkkolonies.

» Bestaat de psychische afwijking uitsluitend of hoofdzakelijk in de aangeboren of aangeworven neiging tot misdaad, dan is deze bepaling niet van toepassing. »

Men ziet dat in dien zin de Italiaansche criminalisten, op stuk van zaken, tot besluiten komen, die veel overeenstemming vertoonen met die welke, in ons land, gegrond worden op de resultaten van eene reeds lange ervaring.

Maar, nog eens, in het buitenland willen wij geen steun en geen voorbeelden zoeken.

België mag, op strafgebied, van zich zelf getuigen dat het er altijd zijn eer op gesteld heeft vooraan te stappen, eer dan te volgen.

Te Gent werd, einde XVIII^e eeuw, de eerste moderne gevangenis opgericht, die als model diende voor de beroemde Engelsche en Amerikaansche gevangenissen.

Wij waren in Europa evenzoo de eersten voor de inrichting van het stelsel der cel-afzondering, die een werkelijke vooruitgang was op het onzedelijke en ongezonde samenhooken in de tuchthuizen van het oude stelsel.

Wel zullen wij er in de eerste jaren toe gebracht worden, niet het af te schaffen, maar het te verbeteren, door de opheffing van de opsluiting overdag, door het invoeren van gezamenlijke lichaams oefeningen en bezigheden, in de binnenplaatsen, in de klassen of in de werkhuizen, voor de uitbreiding van het beroeps-onderwijs in de gevangenissen, door het oprichten van actieve en doelmatige werken voor de oudgevangenen.

Maar deze maatregelen, waarvan de toepassing reeds begonnen is, betreffen hoofdzakelijk de normale misdadigers.

Voor de overige misdadigers, de abnormalen, de zielszieke misdadigers zijn er andere maatregelen noodig. Zij brengen grondige wijzigingen mede zelfs in wat men zich moet voorstellen van een gevangenis, van eene strafinrichting, van een gesticht voor sociaal verweer.

Zooals Dr Vervaeck het in zijn merkwaardig verslag op het Congres der Wet-
lijke geneeskunde (1924) zegde, zal de gevangenis, waar het geldt normale mis-
dadigers, altijd kunnen blijven een huis tot nadenken en tot heropbeuring. Voor
anderen echter zal zij vooral eene school en een werkhuis zijn; voor anderen nog,
het hospitaal waar men de kwalen en ziekten, die hen beletten een geregeld nor-
maal leven te leiden, zal trachten te verzachten, zoo niet te genezen; elders zal
zij den vorm aannemen van eene arbeidskolonie voor de recidivisten en de gevaar-
lijke abnormalen, of van een sanatorium voor zenuwziekten of toxicomanen; zij
moet ten slotte een veiligheidsoord worden voor de halfzinneloozen van allen
aard, de ontaarden en de zwakzinnigen met gevaarlijke reactie, tegenover dewelke
de wetenschap zeer dikwijls onmachtig zal staan.

Deze hervormingen, gesteund op het beginsel van de indeeling der misdadigers,
van het toepassen der straf volgens het individu, konden gedeeltelijk bereikt
worden door bestuursmaatregelen. Maar voor de latere ontwikkeling zijn er
wijzigingen noodig in de bestaande wetten. Daarin voorziet het Regeerins-
ontwerp. Uwe Commissie keurt het goed en hoopt dat het zonder nog meer
vertraging worde aangenomen.

De Verslaggever,

E. VANDERVELDE.

De Voorzitter,

E. BRUNET.

Amendements proposés par la Commission.	Amendementen voorgesteld door de Commissie.
ART. 6. Les juridictions d'instruction, pour autant qu'il s'agisse d'un crime ou d'un délit autre qu'un délit politique ou de presse, et les juridictions de jugement peuvent, etc. (le reste comme au projet).	ART. 6. In zooverre het een misdaad of een wanbedrijf betreft, ander den een poli- tick of een drukpermisdrijf, kunnen de rechtbanken in raadkamer en ter te- rechtzitting, enz. (het overige zooals in het ontwerp).
ART. 11. Il est institué auprès de chaque annexe psychiatrique une commission composée d'un magistrat président, délégué par le premier président de la	ART. 11. Bij elke psychiatrische afdeling wordt eene commissie ingesteld be- staande uit een magistraat-voorzitter, afgevaardigd door den eerste-voorzitter

Cour d'appel, d'un délégué de la *Députation permanente* de la province, et d'un médecin de l'annexe, délégué par le Ministère de la Justice.

van het hof van beroep, uit een afgevaardigde van de *Bestendige Deputatie der provincie*, en uit een geneesheer van de afdeeling, afgevaardigd door den Minister van Justitie.

ART. 20.

Rédiger comme suit l'alinéa 2 :

Cette juridiction peut ordonner la prorogation de la mesure, après avoir pris notamment l'avis du médecin chef de service de l'annexe psychiatrique et du directeur de l'établissement où se trouve l'interné; la prorogation peut être renouvelée de la même manière.

ART. 20.

Het tweede lid te doen luiden :

Deze rechtbank kan verlenging van den maatregel gelasten, na inzonderheid het advies te hebben ingewonnen van den geneesheer, diensthoofd van de psychiatrische afdeeling en van den bestuurder der inrichting waar de geïnterneerde zich bevindt; de verlenging kan, op dezelfde wijze, hernieuwd worden.

ART. 20^{bis}.

Les condamnés qui, au cours de l'exécution de leur peine, donnant des signes de démence, de déséquilibre ou d'insuffisance mentale peuvent faire l'objet d'une ordonnance d'internement conformément aux règles établies ci-dessus.

La cause est portée, sur avis de la direction de l'établissement pénitentiaire au parquet, devant le tribunal qui a prononcé la condamnation.

ART. 20^{bis}.

Dwangverpleging kan worden gelast, overeenkomstig de bovenbepaalde regelen, tegen de veroordeelden die tijdens hunne strafuitvoering van waanzin, geestesverstoordheid of geestelijke minderwaardigheid doen blijken.

Op advies van het bestuur der strafinstelling, wordt de zaak op het parket gebracht, vóór de rechtbank die de veroordeeling heeft uitgesproken.